

# Communiqué de presse



Lyon, le 7 février 2017

## Laurent Wauquiez, ou l'art de s'augmenter en douce ?

Ce jeudi 9 février en Assemblée plénière (aux environs de 22 heures au moment où l'attention aura sans doute fléchi chez les observateurs et la presse...), les Conseillers régionaux devront se prononcer sur **une délibération permettant à Laurent Wauquiez, Président de Région, de bénéficier d'une indemnité de séjour**. Il s'agit d'une disposition, légale, permettant au Président de Région de faire prendre en compte ses frais de séjour à Lyon puisqu'il n'y réside pas.

**Cette disposition, bien que légale, nous interroge cependant fortement : depuis un an Laurent Wauquiez demande des efforts budgétaires sans précédent à tous les acteurs associatifs et aux chômeurs de la Région. Depuis un an, il se gargarise d'avoir fait voter une baisse de 10% des indemnités des élus régionaux et en fait un symbole de sa politique**, sous entendant, sans preuve, que les élus précédents abusaient du système. Se faire payer un pied-à-terre lyonnais tout en mettant une pression considérable sur les Auvergnats et les Rhônalpins pour réduire les dépenses de la Région de 75 millions d'euros par an, **il y a là, pour le moins, un vrai manque de cohérence et une – très légère ! – contradiction... !**

Laurent Wauquiez a par ailleurs **le sens du timing. Cette demande intervient quatre mois seulement avant la fin de son mandat de député**. De là à y voir une coïncidence avec une prochaine baisse de revenus du Président de Région – qui ne pourra plus être à la fois député et président de Région du fait de la fin du cumul des mandats – il n'y a qu'un pas. Il doit au moins sur ce sujet des **explications claires** aux Auvergnats et aux Rhônalpins.

Enfin et surtout, **la délibération ne contient aucun chiffre, aucun plafond, aucune transparence : c'est inconcevable !** Nous n'avons pas eu de réponse à notre question posée clairement en commission des finances. Aussi, afin d'encadrer cette indemnité et de rendre des comptes aux contribuables Rhônalpins et Auvergnats, **nous avons déposé un amendement demandant la publication chaque année du montant de cette indemnité de séjour. Nous sommes certains que Laurent Wauquiez acceptera ce jeudi de se soumettre à cette simple mesure de transparence ! En plein PenelopeGate, ce serait bien le minimum de la part du chevalier blanc qu'il prétend être. Car comme François Fillon le laisse lui-même entendre : « ce qui était acceptable hier, à défaut d'être accepté, ne l'est plus aujourd'hui ».**

**Jean-François DEBAT**

Président du groupe Socialiste, Démocrate, Ecologiste et Apparentés